



Pour comprendre le phénomène des défusions

Dans plusieurs régions du Québec, s'exprime un désir profond, voire viscéral, de défusionner des municipalités autrefois autonomes, devenues arrondissements de villes plus grandes; récemment, plusieurs sondages et l'élection de Madame Anne Myles, ex-mairesse de Baie-d'Urfé, ont d'ailleurs confirmé l'ampleur du phénomène. Comment comprendre la nature hautement émotive de ce débat?

Plusieurs études portant sur le marketing et la consommation démontrent que le choix d'une résidence, incluant sa localisation, est une décision d'achat; celle-ci est en outre très significative puisqu'elle est liée à l'image de soi d'une personne. Une étude récente a même démontré que la consommation peut jouer un rôle compensatoire pour des personnes dont l'image de soi est négative. Tout changement touchant le lieu de résidence affecte donc de façon significative les personnes concernées; le changement sera évidemment mieux accueilli s'il a été compris, désiré et accepté.

Les différents paliers de gouvernement doivent prendre conscience de la nécessité de vendre leurs idées et leurs projets à la population, en tenant compte de toutes les attentes de leurs commettants. Or, loin d'avoir été acceptées par la population, les fusions municipales ont été imposées, bien que par un gouvernement démocratiquement élu, agissant à l'intérieur de ses juridictions; il ne faut donc pas s'étonner des réactions que ces fusions suscitent, même si, selon certains, elles s'avèrent déjà bénéfiques.

Si, effectivement, les fusions produisent des effets bénéfiques, comment se fait-il que des groupes importants de citoyens les rejettent encore? La raison de cette contradiction apparente est bien simple les bénéfices produits sont d'ordre rationnel alors que certaines préoccupations, ou attentes, des citoyens sont de nature émotive.

Le lieu de résidence est associé au statut, à un style de vie, à la classe sociale, à la richesse ou au pouvoir. Ce sont là des attentes symboliques.

La plupart des gens développent un sentiment d'appartenance à leur lieu de résidence; ils l'ont soigneusement choisi en fonction d'une certaine idéalisation du quartier ou de la ville, de façon à renforcer l'image de soi. On parle alors d'attentes imaginaires.

La possession d'une résidence est également associée à plusieurs formes de plaisir par exemple, la quiétude d'un environnement ou bien l'esthétisme visuel d'une architecture particulière. Ces attentes sont dites sensorielles. Ces dernières peuvent également être liées à des souvenirs agréables attachés au lieu de résidence, surtout si la personne y habite depuis nombre d'années, voire depuis sa naissance.

Finalement, les gens peuvent être préoccupés par le maintien des relations avec leur milieu l'accessibilité aux élus municipaux, la vie de quartier et la participation aux décisions touchant l'entité urbaine sont des exemples de ces attentes relationnelles.

Il est relativement facile de rassurer les gens quant aux éléments rationnels liés au phénomène des fusions municipales maintien du compte de taxes et des services par exemple.

Par contre, lorsque des citoyens sont préoccupés par des éléments émotifs, la fusion, surtout forcée, de leur municipalité, réveille en eux des émotions très fortes, ancrées au plus profond de leur être, d'où leur volonté de défusion. Leur perception de la situation peut, même inconsciemment, exacerber certaines craintes diminution de leur statut social, attaché au fait de résider dans une entité urbaine plus grande et moins prestigieuse, perte du sentiment d'appartenance à une petite communauté ou altération de l'esthétisme architectural attribuable à une modification d'un changement de réglementation imposé par la nouvelle entité urbaine.

À la lumière de ce qui précède, on constate que le désir de défusion émane d'émotions complexes et profondes; si malgré les résultats positifs obtenus à ce jour, des citoyens continuent de s'opposer farouchement aux fusions, ce n'est pas avec des arguments strictement rationnels que l'on va les convaincre d'abandonner leurs efforts.

Benoit Duguay, Professeur
École des Sciences de la Gestion
Département d'études urbaines et touristiques
Université du Québec à Montréal
Saint-Bruno